

On mentionne sans arrêt que les entreprises doivent maintenant opérer dans un environnement globalisé, plus concurrentiel que jamais. Si on veut répondre à ce défi, il faut comprendre quelle est la position du Québec, comment s'articule la concurrence à laquelle nous sommes soumis, et quelles sont les réponses possibles, notamment au niveau de l'innovation et de la recherche.

La situation du Québec

Au Québec, le secteur manufacturier est en profonde mutation. Les chiffres sont éloquentes. Les secteurs du textile et du vêtement déclinent rapidement. De 2003 à 2007, ce secteur a fondu de moitié. Par contre, le secteur de transformation des métaux est en forte croissance. Le secteur du matériel de transport est également en croissance, surtout grâce à nos exportations dans le domaine de l'aéronautique.

L'analyse de risque fournit un cadre approprié pour comprendre ces changements dans l'environnement économique et les menaces des concurrents étrangers. Il appert que les risques principaux touchant le Québec sont premièrement de nature économique. Le Québec fait face à un risque de marginalisation à cet égard. Notre économie est petite, croît peu et reste très axée sur la consommation. Nous sommes très dépendants d'un petit nombre de partenaires commerciaux. Par contre, les risques sociaux sont faibles au Québec. Nous bénéficions d'un capital social très fort. Cet avantage comparatif doit être mis en valeur dans les efforts pour attirer les activités de recherche et développement sur le territoire. Le Québec fait également bonne figure au chapitre des risques environnementaux. Un indicateur souvent utilisé est la quantité d'émissions de gaz à effet de serre. On note ici que, notamment grâce à la production hydraulique d'électricité, le Québec présente une position enviable par rapport à ses voisins immédiats.

Les risques économiques

Les risques économiques sont liés à la concurrence étrangère. À ce titre, l'analyse de la compétitivité de la Chine est très intéressante. La part des exportations de la Chine dans le total mondial est en très forte croissance. Cette croissance doit être décortiquée. Si on peut croire à première vue que la Chine est maintenant implantée dans les secteurs de la haute technologie, une analyse de ses importations suggère plutôt que cette amélioration qualitative est illusoire. En fait, la Chine reste premièrement un lieu privilégié d'assemblage. Les intrants, provenant de pays développés, sont envoyés en Chine pour être assemblés pour le compte de firmes établies premièrement dans les pays développés.

La concurrence étrangère se fait également au niveau des services. Par exemple, l'Inde est devenue un fournisseur de services majeur, en particulier de services informatiques. La délocalisation des services présente un élément nouveau. En effet, c'est la première fois que les activités de service sont soumises de manière si claire et brutale à la concurrence étrangère. Cette délocalisation peut être bénéfique. Elle peut rendre les entreprises canadiennes plus compétitives parce qu'elles réduisent leurs coûts. Par ailleurs, la délocalisation peut être une menace. Si nos entreprises qui offraient des services à des clients internationaux voient leurs activités en grande partie transférées vers les pays émergents, nous

y perdons tous. Les activités que nous pouvons avantageusement conservées ici doivent être identifiées et favorisées.

La réponse : innovation, recherche et développement

Les dépenses en recherche et développement sont une des sources de croissance économique. La forte production de recherche et développement publique au Canada devrait produire des éléments très attrayants pour le secteur privé. Cela constitue une « ressource naturelle » importante pour l'économie canadienne.

Le Québec semble dans une situation particulière. Même s'il reçoit une part importante des fonds de recherche, (plus de 30 %), il ne représente que 17 % des entreprises dérivées des universités au Canada. Ce retard dans la commercialisation des résultats de recherche est préoccupant. La recherche et développement faits dans le domaine universitaire sont importants. Les entreprises doivent faire des choix pour maximiser leurs investissements en recherche et développement. Elles doivent utiliser les travaux faits dans les institutions publiques. Le Québec ne peut se payer le luxe d'investir en recherche et développement sans profiter de ces investissements.

La coordination et la vision

Pour favoriser la croissance de l'économie québécoise, il est essentiel de bien comprendre ces enjeux. Les décisions à prendre, tant pour les entreprises que pour les décideurs publics, devront s'articuler autour d'une vision à long terme.

Les gouvernements sont responsables de créer un cadre dans lequel les risques économiques sont mieux contrôlés. Dès lors, les gouvernements doivent créer un cadre permettant le développement à long terme et la prévention de la perte de compétitivité du Québec. Ce cadre doit supporter les entreprises, notamment sur les programmes de recherche et développement, et sur les incitations à adopter des comportements qui respectent l'environnement. Une fiscalité efficace doit être partie intégrante de ce cadre.

Il est important de bien comprendre quelles seront les habiletés que les marchés émergents vont demander. Il faut aussi miser sur nos avantages comparatifs. Les organisations occidentales, contrairement à la majorité des organisations dans les pays émergents, fonctionnent dans des environnements stables, où les systèmes de santé sont développés, les systèmes d'éducation standardisés et performants, et les systèmes juridiques prévisibles. Ces derniers sont particulièrement développés au niveau de la protection de la propriété intellectuelle. Dès lors, il faut comprendre dans quels secteurs ces éléments nous confèrent un avantage. Il faut profiter de ce développement pour miser sur les secteurs à haut savoir. Il faut innover sans relâche et s'assurer que les développements scientifiques obtenus dans les universités trouvent leur voie vers le marché.

Note : Ces sujets sont traités en détail dans la monographie « Le Québec à l'heure de la mondialisation » publiée au CIRANO en octobre 2008. Pour la commander :

http://www.cirano.qc.ca/publications_detail.php?lang=fr&id=2008MO-01